

Un monde sans frontières: e-migration et intern@alisation

A world without borders: e-migration and intern@alization

HAYET KERRAS

MARÍA DOLORES DE MIGUEL GÓMEZ
Universidad Politécnica de Cartagena
hayet.kerras@edu.upct.es
md.miguel@upct.es

Abstract

Globalization, technological innovation and speed changes make the adaption to the new needs of each country necessary. This is conditioned by the mastery of Information and Communication Technologies (ICT), which makes it possible to push borders back and to interact between countries. Currently, migration in Spain has become a daily phenomenon and achieving the integration of those migrants is a challenge that conditions socio-economic development. This is the reason why, in this study, we are establishing the difference in the digital divide, precisely the gender gap, between Spain and Algeria, analyzing the impact that has this digital divide on the integration of Algerian immigrants in Spain and proposing measures that can improve the inclusion of these people.

Key-words

Digital gender divide, integration of migrants, interculturality, e-inclusion, e-equality.

Resumen

La globalización, la innovación tecnológica y la velocidad del cambio hacen necesario adaptarse a las nuevas necesidades de cada país. Esto está condicionado por el dominio de las Tecnologías de la Información y la Comunicación (TIC), que permiten traspasar fronteras y posibilitar la interacción entre países. En la actualidad, el fenómeno migratorio en España se ha vuelto cotidiano, y lograr la integración de estos migrantes es un desafío que condiciona el desarrollo socioeconómico, por eso comparamos en este estudio la diferencia entre la brecha digital y especialmente la brecha de género entre España y Argelia y analicemos el impacto que esta brecha digital tiene en la integración de la inmigración argelina en España, y proponemos medidas que puedan mejorar la inclusión de estas personas.

Palabras clave

brecha digital de género, integración de migrantes, interculturalidad, e-inclusión, e-igualdad.

1. Introduction

Vilches (2001: 229-252) disait que le monde ne se divise pas entre riches et pauvres, mais entre ceux qui sont informés et ceux qui sont restés en dehors de l'ère de connexions. En effet, l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), leur utilisation et leur bonne gestion, représentent des exigences essentielles pour le développement socio-économique, favorisent l'adaptation à la mondialisation et à la numérisation, et permettent de réduire certains obstacles et de faciliter les interactions commerciales et les échanges culturels, et socio-économique entre les pays.

Plusieurs auteurs ont souligné l'existence d'une relation positive entre les avantages de la technologie et les aspects culturels et sociaux (Van Dijk, 2005: 221-224; DiMaggio *et al.* 2004: 355-400). Ces avantages se résument non seulement à permettre la connectivité entre les habitants d'un même pays ou ceux de plusieurs nations entre eux, mais aussi à créer des valeurs ajoutées qui favorisent le développement et l'ouverture sur d'autres mondes. Cependant, d'autres auteurs ont souligné le danger de la ségrégation numérique, indiquant que cette exclusion affecte négativement la vie des individus, ainsi que tous les aspects de leur vie, qu'ils soient éducatifs, professionnels ou même leurs inclusions sociales (Sorensen, 2002: 1-36; Lagesen, 2007: 67-93; Faulkner & Lie, 2007: 157-177; Castaño, 2009: 218-224). Dans ce sens, Cabero (2004: 23-42) indique que les inégalités numériques sont des motifs d'exclusion de la société de la connaissance et favorisent la création d'une marginalisation sociale et personnelle.

Ainsi, c'est le cas des exclusions dont souffrent les immigrants lors de leur intégration dans un autre pays. Santiago Segura (2015: 37-51) confirme cette difficulté que rencontrent les immigrants lorsque la région d'accueil est plus développée technologiquement que celle d'origine. Ces handicaps sont généralement retranscrits par des frustrations dues au fait de sortir de la zone de confort, d'ignorer le fonctionnement de l'autre pays, de ne pas savoir à qui s'adresser pour demander de l'aide ou poser des questions; et parfois suite au développement d'un sentiment de complexe d'infériorité à chaque fois qu'ils sont confrontés à l'obligation d'utiliser un outil numérique pour tout type de procédure qui n'est généralement pas gérée de la même manière dans la nation d'origine (*e-banking*, administration numérique, *e-learning*, recherche d'informations, recherche d'emploi, etc.).

Il est à noter que les difficultés rencontrées ne sont pas toujours les mêmes entre les hommes et les femmes. Cela dépend du degré de ségrégation numérique entre les sexes qui existe dans chaque pays et, en particulier des aspects qui influencent ces écarts et impliquent plus ou moins les femmes dans les domaines technologiques.

Selon Olivera (2013: 158-175), les restrictions légales, sociales, culturelles, économiques et numériques jouent un rôle important dans l'analyse de l'inclusion des femmes migrantes dans les sociétés de réseaux contemporains. En effet, ce travail est axé sur la sé-

grégation numérique des femmes immigrées, et vise à analyser “l'écart numérique entre les sexes” dans un pays comme l'Algérie et voir comment cela peut influencer l'intégration et l'inclusion de cette population en Espagne.

Le terme fracture numérique fait référence aux inégalités d'accès au matériel ou aux capacités d'utilisation des TIC, dues à certains processus de stratification produits par les différentes classes sociales de la société de l'information (Fuchs & Horak, 2008: 99-116).

Ragnedda (2017: 123) indique également que les étrangers peuvent être confrontés à des obstacles particuliers dans l'utilisation d'Internet en raison du processus d'intégration, d'accès, de connaissances, d'apprentissage ou de participation en ligne. De même, les femmes ont des expériences en ligne particulières qui affectent la possibilité d'utiliser des appareils technologiques pour améliorer leurs options de vie et ainsi réduire la position inégale qu'elles occupent dans la structure sociale.

L'objectif est également de voir comment les technologies peuvent constituer un outil qui contrecarre les stéréotypes de la population étrangère et de confirmer si, comme le dit Alencar (2017: 1588-1603), les TIC peuvent rapprocher différentes cultures de la société.

2. La situation de l'immigration en Espagne

Les relations entre la République d'Algérie et le Royaume d'Espagne ont toujours été très étroites et très bonnes. Les deux pays ont partagé plusieurs histoires communes, dont la dernière qui a duré 3 siècles (1505-1830) et a eu un impact culturel et patrimonial très fort. Cet impact peut être clairement observé dans le nombre de mots arabes utilisés en Espagne et le nombre de mots espagnols utilisés en Algérie, ainsi que dans la gastronomie partagée ou dans certaines coutumes similaires.

La proximité entre les deux pays joue un rôle important dans les relations commerciales et économiques qui existent entre eux. En fait, l'Espagne est le troisième partenaire commercial de l'Algérie (l'Algérie fournit 54% du gaz et du pétrole que l'Espagne consomme) et son quatrième fournisseur de biens et de services. Cette proximité et cette amitié entre les deux nations ont fait de l'Espagne l'une des destinations préférées des Algériens en termes de tourisme après la Turquie, la Tunisie et le Maroc (Dziri-dz, 2017). Aussi, la proximité des deux pays méditerranéens fait de l'Espagne l'une des destinations les plus stratégiques pour les immigrants algériens (que ce soit pour des raisons d'études, de travail, d'affaires, de santé ou toute autre activité).

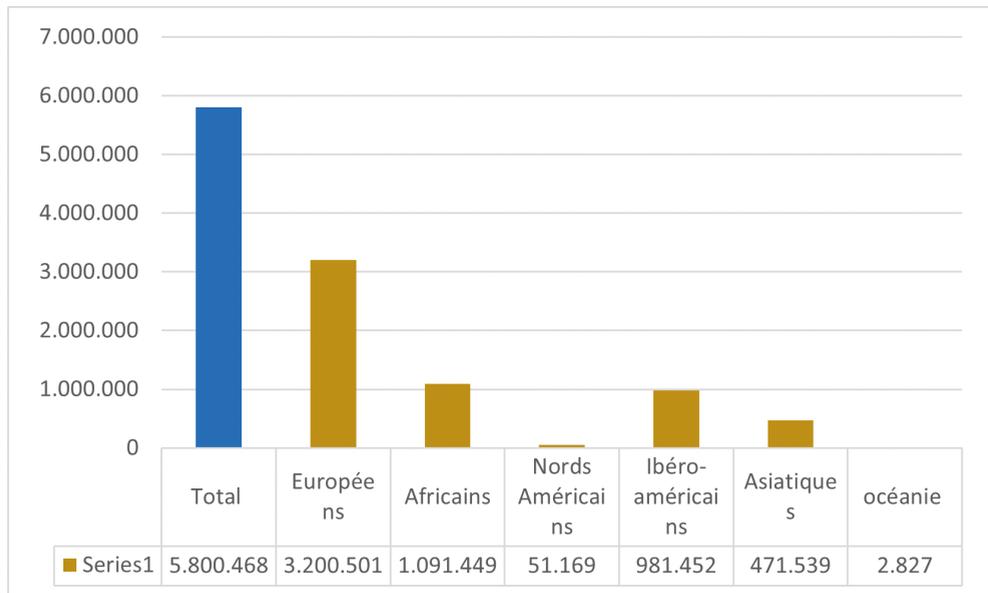
Avant d'entrer dans le vif de cette analyse et de considérer comment cette immigration peut influencer le développement du pays d'accueil, il est important de définir le terme d'immigrant.

Selon Domínguez (2018: 13), le concept de migrant fait référence aux personnes qui résident dans un pays différent que celui dans lequel elles sont nées et cela pour une période supérieure à un an.

Les statistiques de l'INE (2021) indiquent que la population espagnole a atteint son chiffre record: 47,4 millions d'habitants en 2021, favorisé par l'immigration qui s'élève à 5,4 millions. La même source indique que les étrangers résidents dans le pays compensent le faible taux de natalité constaté. En effet, l'Espagne est considérée comme l'un des pays ayant le plus d'immigration en Europe (elle accueille 13% de la population immigrée selon le rapport de la *Fundación IO* en 2019 (Infobae, 2020), et selon le Ministre Espagnol de l'Inclusion, de la Sécurité Sociale et des Migrations, José Luis Escrivá (Infobae, 2020): "l'économie espagnole aura besoin de millions et de millions d'immigrants pour maintenir sa population active et rester au niveau actuel, et ses voisins devront également se préparer à intégrer des populations de l'étranger".

Les données de l'INE (2021) indiquent également que la proportion de la population étrangère en Espagne est pratiquement égale entre les hommes (2.710.346) et les femmes (2.697.476).

L'Espagne est un lieu de rencontre pour différentes nationalités, de différents continents, comme le résume le graphique suivant:

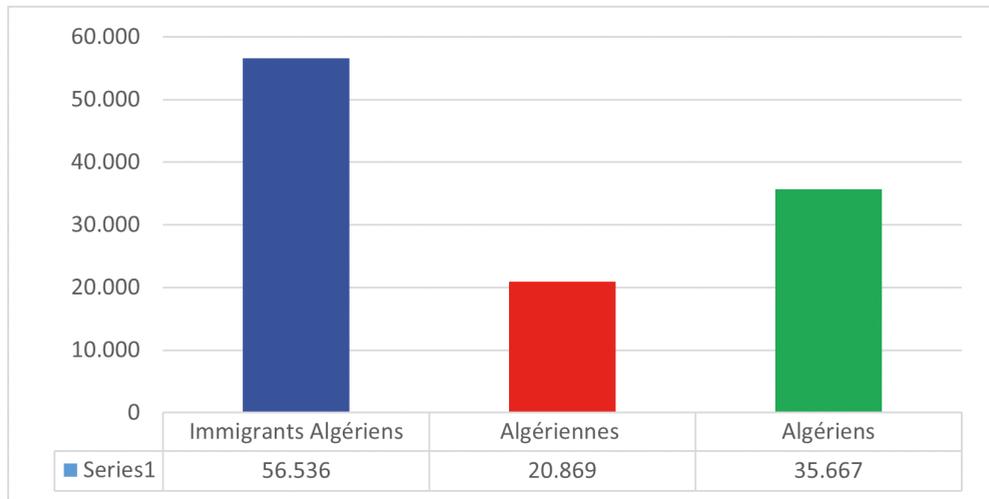


Graphique 1. Nombre d'immigrants enregistrés en Espagne (2020).

Source: Élaboration personnelle basée sur les données du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale (2021).

Cette étude comparative se base sur l'immigration algérienne en Espagne, et vise à analyser comment son intégration pourrait être orientée de manière à apporter une valeur

ajoutée à l'économie. Par conséquent, les données concernant cette population en Espagne sont détaillées ci-dessous (graphe 2).



Graphique 2. Étrangers algériens enregistrés en Espagne (2020).

Source: Élaboration personnelle basée sur les données du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale (2021).

Selon *El Observatorio de Inmigración* (2021), l'Algérie ne fait pas partie des dix principales nationalités d'immigrants en Espagne (sa représentation est de 5,3%). Ce classement est dominé par la Roumanie, le Maroc, le Royaume-Uni, l'Italie, la Chine, la Bulgarie, l'Allemagne, le Portugal, la France et le Venezuela. Cependant, le pourcentage d'Algériens en Espagne est assez élevé (56.536) et est composé de plus d'hommes (63,69%) que de femmes (36,30%) (Ministère du travail, des migrations et de la sécurité Sociale, 2021).

Les informations communiquées par Datosmacro-expansion (2019) indiquent que l'Espagne est la troisième destination des émigrants algériens (2,94%), après la France (81,08%) et le Canada (3,54%).

3. Influence des TIC sur le transit migratoire de l'Algérie vers l'Espagne

La pleine intégration de l'immigration représente un défi social, économique et politique pour tous les pays. En effet, rendre chaque habitant productif, engagé et lui permettre de jouir du bien-être social, est un investissement qui peut être fructueux et qui stimule le développement du pays d'accueil.

C'est pour cela, que nous nous posons la question suivante: Comment les technolo-

gies de l'information et de la communication impactent l'intégration de l'immigration algérienne en Espagne?

A vrai dire, la réalité rend difficile l'intégration des migrants dans un autre pays que celui dans lequel ils sont nés et surtout si la culture est différente. C'est le cas des Algériens qui sont confrontés au défi de s'adapter et de s'intégrer dans la société espagnole. En effet, le changement de culture et de contexte représente un obstacle à l'insertion d'une grande partie d'immigrés dans différents domaines et, notamment, dans le domaine de l'éducation et du travail.

Ces barrières ne sont pas nécessairement relatives au niveau économique de la personne, bien que cet aspect influence beaucoup son intégration, mais c'est son mode de fonctionnement et les habitudes qu'elle a acquises au fil des années vécues dans le pays d'origine, qui peuvent conditionner cette adaptation.

Parmi ces pratiques, l'impact de la technologie et de la numérisation sur la vie quotidienne des immigrés est clairement pointé du doigt, surtout quand le niveau d'adoption de l'innovation dans leur pays d'origine est différent de celui du pays d'accueil.

En effet, Rogers (2004: 149-151) indique que l'adoption de l'innovation ne se fait pas de la même manière dans tous les pays et que ce processus comprend différentes étapes influencées par le contexte de l'environnement dans lequel l'innovation doit être mise en œuvre, comme l'identité de l'acteur ou la perception de la situation afin d'influencer la décision d'adopter ou de rejeter cette technologie. Ce même auteur (Rogers, 1962: 102-145) a classé les catégories d'adoptants de l'innovation en cinq groupes:

- Tout d'abord, les innovateurs ou les passionnés de technologie, se référant aux groupes qui n'ont pas peur d'essayer de nouveaux produits et ceux qui sont à l'aise avec l'utilisation de la technologie.
- Deuxièmement, les créateurs de tendances (les premiers adopteurs), ce sont les personnes qui osent d'une manière plus raisonnable évaluer les avantages qu'une innovation peut apporter, et dans cette catégorie on distingue l'*Espagne*.
- Troisièmement, les plus précoces ou pragmatiques, c'est-à-dire les personnes qui adoptent une technologie après avoir découvert les avantages réels apportés par les créateurs de tendances.
- Quatrièmement, les retardataires ou les conservateurs, parmi eux l'*Algérie*, et c'est le groupe de personnes qui prennent du temps avant d'adopter une innovation et de l'essayer, et cela après l'avoir préalablement rejetée.
- Et, enfin, les sceptiques ou les retardataires. Ce groupe est composé de ceux qui ne font pas confiance aux innovations technologiques et ne s'adaptent pas facilement aux innovations.

Cette différence dans l'adoption de la technologie fait que les immigrants, en général et les Algériens en particulier, aient plus de difficulté à s'adapter aux pratiques espagnoles lors de leur installation en Espagne.

En effet, nous vivons à l'ère de la numérisation et surtout dans les pays européens, où tout se fait via internet et/ou à travers des outils technologiques, et cela s'observe dès le moment de l'arrivée dans le pays hôte et dans la vie de tous les jours. A titre d'exemple, on peut citer la nécessité de connaître les horaires de trains ou de bus, de réserver ou de payer en ligne.

Cette difficulté se manifeste plus clairement face à la nécessité de gérer les procédures d'immigration, ou les procédures consulaires, ou tout autre type de procédure, comme demander une inscription dans la ville hôte espagnole. Cette paperasse impose non seulement le besoin d'utiliser la technologie pour prendre rendez-vous, mais aussi les compétences pour rechercher toutes les informations sur la législation, les changements réglementaires à cet égard et les exigences en termes de démarches et de documentations.

Les personnes qui ne sont pas en mesure de gérer cette technologie et de rechercher des informations de manière autonome, perdent beaucoup de temps et d'argent lors de la gestion de leurs procédures, car elles devront se rendre plusieurs fois à ces administrations pour obtenir les informations et prendre le risque de ne pas être pris en charge ou de sous-traiter des services auprès d'entreprises ou de consultants, qui sont pour la plupart illégaux et coûteux.

Dans ce sens, Olivera (2012: 18-31) commente que la communication globale et les flux d'information ont changé nos notions d'espace et de temps, et en particulier pour les migrants connectés, leur permettant de dépasser ces limites grâce à l'utilisation des nouvelles technologies.

Dans le cas des étudiants immigrants, la technologie représente un outil essentiel pour être au même niveau que leurs camarades, non seulement parce que les emplois du temps sont affichés en ligne, mais aussi parce que toute la documentation est partagée sur les plateformes virtuelles, et toutes les informations sur les examens, les pratiques, les vacances, les bases de données, les systèmes informatiques gratuits, sont partagés sur les sites Internet des universités.

Granado (2019: 27-41), affirme que les outils numériques sont des ressources constructivistes qui doivent contribuer à l'amélioration du processus d'enseignement-apprentissage. Il dit que les réseaux sociaux, les wikis, les blogs, les chats, etc., facilitent l'immatérialité, l'interaction, l'instantanéité, l'édition et la manipulation, la diffusion, etc., ce qui leur permet de créer, partager et dominer les connaissances.

D'autre part, ces outils permettent de réaliser le multiculturalisme et l'interculturalité, car les universités offrent divers avantages aux étudiants, tels que: les cours de langue, les séminaires, les programmes d'échange ou de bénévolat, les tournois sportifs et les diverses autres activités culturelles.

Dans le même ordre d'idées, Huong Le *et al.* (2015: 375-400) indique que la participation à des programmes culturels et artistiques est un moyen intéressant de promouvoir l'inclusion sociale des immigrants, et que l'art pourrait contribuer à équilibrer les valeurs et les comportements du pays d'origine, en même temps promouvoir l'adoption des valeurs et du comportement du nouveau pays.

L'adaptation aux pratiques technologiques et leur adoption facilitent l'osmose des cultures et les rendent plus favorables à la communication et à l'interaction qu'au rejet (Švob-Đokia, 1997: 77-88). Aussi, l'utilisation de la technologie est devenue l'outil de recherche d'informations, que ce soit pour un appartement, pour le travail, pour un stage en entreprise ou pour toute autre recherche d'informations.

Selon les données de l'INE (2017), 32% des internautes étrangers ont fait une demande ou une recherche d'emploi en ligne au cours des 3 derniers mois de 2017, contre 21,3% des personnes nées en Espagne.

Tout comme Osorio & Rodríguez (2016: 135-151), Morcillo-Espina (2013: 33-65) confirment que les TIC ont la possibilité d'améliorer la qualité de vie des immigrants et d'influencer leurs positions sociales et professionnelles dans les pays d'accueil. En plus de renforcer leurs réseaux sociaux, ils peuvent les aider à trouver un emploi, à se former et à monter en compétence, à apprendre la langue locale, à interagir avec les administrations publiques ou à participer à la vie politique et culturelle. Ces auteurs disent que l'innovation technologique aide également les résidents étrangers à maintenir des liens avec le pays d'origine et à préserver leur culture et leur identité, en plus de faciliter l'inclusion de ces personnes dans les pays d'accueil, tout en en préservant leur propre culture et identité, et en permettant l'accès aux outils technologiques qui offrent des opportunités de participation active à la société d'accueil.

En effet, la technologie contribue à éliminer les frustrations et les difficultés auxquelles les migrants peuvent être confrontés, tels que la nostalgie, l'ignorance de la culture, le changement de contexte de vie, l'ignorance des lois et du fonctionnement du pays, etc. Néanmoins, les TIC sont une arme à double tranchant: elles sont considérées comme un bon allié d'intégration dans le cas d'une bonne gestion et d'un bon contrôle, et au contraire, elles sont considérées comme un facteur d'isolement lorsqu'elles ne sont pas utilisées de manière appropriée, créant, ainsi, une fracture numérique.

Ce terme de fracture numérique vient de l'expression anglaise originale "*digital divide*", qui a commencé à être utilisée aux États-Unis au milieu des années 1990, pour désigner les inégalités sociales qui se produisent à mesure que l'utilisation des ordinateurs et d'internet se développe (Ballesteros, 2002: 70-103).

Rogers (2001: 96-111), la définit comme l'inégalité qui existe entre les individus qui font usage d'Internet et ceux qui sont relativement désavantagés en terme de connectivité. Plus récemment, Osorio & Rodríguez (2016: 135-151) complètent ces définitions en indi-

quant qu'il s'agit d'une inégalité entre les personnes qui peuvent avoir accès et qui maîtrisent les nouvelles technologies de manière à pouvoir utiliser les outils dans les différents domaines dont elles ont besoin et celles qui n'ont pas cet avantage.

Par conséquent, ce concept de fracture numérique fait référence aux inégalités entre les individus "connectés" et "déconnectés" pour différentes raisons. Rosabal (2003) résume les facteurs qui influencent la fracture numérique, tels que les obstacles imposés par la localisation géographique, le genre, la langue, ainsi que les aspects socioculturels, religieux ou à l'hétérogénéité et à la diversité fonctionnelle de chaque personne.

En bref, l'écart numérique n'est pas seulement mesuré par l'utilisation ou l'accès aux TIC, mais aussi par les compétences et les capacités des outils numériques. En ce sens, il est possible de différencier entre 3 types de lacunes:

La *première fracture* numérique se réfère à la différence des possibilités d'accès aux TIC, en fonction de la situation géographique, de la race, du statut socioéconomique, social, familial, de l'âge et du niveau d'éducation (Castaño, 2008: 55-132).

La *deuxième fracture* numérique: elle se concentre sur les avantages que les individus tirent de l'utilisation d'Internet et est spécifiquement liée aux compétences numériques nécessaires pour vivre et travailler dans les sociétés, caractérisée par l'importance croissante de l'information et des connaissances selon Castaño (2009: 218-224).

La *troisième fracture* numérique: est la plus complexe et la plus méconnue. Cet écart fait référence aux relations communautaires étroites qui relient les immigrants, grâce aux TIC, à leurs communautés d'origine et aux villes d'accueil.

Ce troisième fossé numérique, objet de notre étude, a été défini par Morales & Rodríguez (2008: 281) comme l'existence des dispositions et des pratiques des immigrants, qui trouvent le développement numérique dans la communauté ou la ville d'accueil, à savoir: l'appropriation de nouvelles technologies par les immigrants étrangers. Ragnedda (2017: 123) indique aussi que la troisième fracture numérique est plus intéressante que les deux autres, car elle ajoute une dimension supplémentaire qui est la stratification sociale et culturelle.

Dans ce sens, Ferreiro (2011: 423-438) indique que: La troisième fracture numérique est celle qui est liée aux dispositions que les immigrants portent, ainsi que les relations communautaires virtuelles qui les relient entre eux, tant avec ceux qui sont installés dans la société d'accueil comme ceux qui sont apparentés à la société d'accueil avec les membres de la communauté qui restent dans la société d'origine.

En effet, cette fracture numérique influence plus rapidement l'adaptation de la communauté étrangère et permet son intégration. Il ne s'agit pas nécessairement de créer un certain patriotisme, et encore moins d'influencer l'identité et la culture de la personne, mais d'inculquer les bases de la coexistence et de fonctionnement, de permettre la création d'une certaine interculturalité et l'échange avec les gens locaux.

Il est également important de définir ce terme d’“interculturalité” pour comprendre que la technologie peut réaliser l’harmonie dans la coexistence entre les cultures, les religions, les langues, et cela, sans aucun préjudice, lié à l’ethnicité ou à l’origine du migrant.

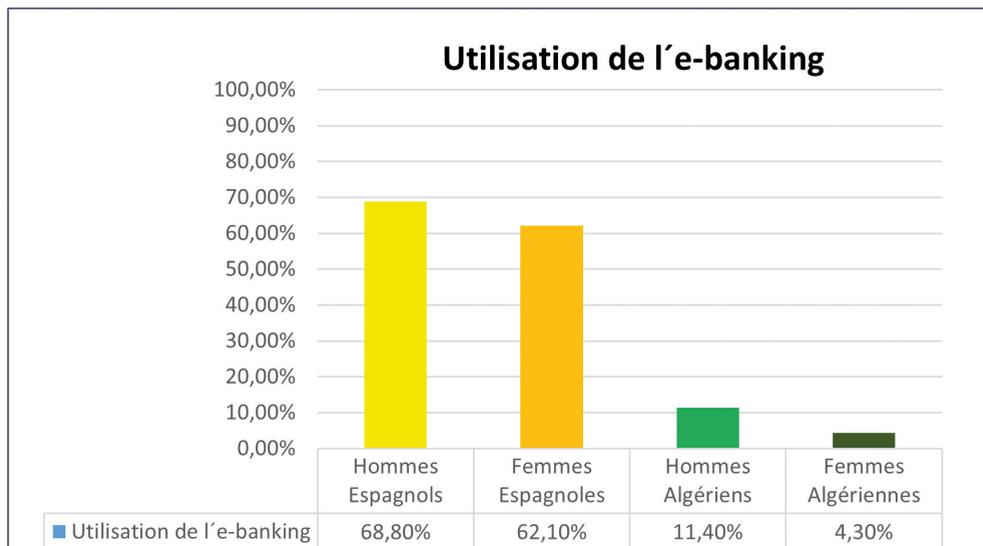
Esser (2006: 325-359) définit la personne intégrée comme: celle qui peut interagir avec les autres, celle qui a un lieu de travail et un rôle à jouer dans la société; c’est celle qui fait confiance aux autres membres de la société et qui peut s’identifier aux valeurs fondamentales de la société dans laquelle elle vit.

Il est à noter, qu’assurer l’inclusion des migrants est devenu une préoccupation majeure pour tous les pays développés. Le Comité Économique et Social Européen (CESE, 2018) a indiqué à cet égard que, sans migrants, le modèle économique et social européen est en danger et qu’il est devenu essentiel d’éliminer les stéréotypes et de changer la perception de la migration dans l’UE. D’autre part, cet Organisme considère que l’intégration des migrants “est étroitement liée à une multitude de politiques liées à la protection sur le lieu de travail, au logement, aux soins, à l’éducation, aux droits des femmes, à l’égalité et la non-discrimination, entre autres”. En effet, il convient de souligner que les femmes souffrent encore plus de ce problème d’intégration et sont plus touchées par la fracture numérique que les hommes.

L’INE (2017) définit cet écart numérique entre les sexes comme: le pourcentage d’hommes et le pourcentage de femmes qui utilisent les TICs (utilisation d’Internet au cours des trois derniers mois, utilisation fréquente d’Internet, achats en ligne).

Vancea & Boso (2014: 179-203) indiquent que la fracture numérique du genre se reproduit à son tour dans le cas de l’immigration, car ces personnes se trouvent dans une situation socioéconomique médiocre, ce qui explique en partie les différences dans l’accès aux équipements et d’utilisation des médias numériques. Cet handicap réduit le champ des opportunités d’emploi, par exemple, et crée un certain isolement des femmes immigrées de la société.

Dans le cas de l’Algérie, plusieurs facteurs influencent cet isolement des femmes immigrées dans les nouvelles sociétés. Ces facteurs sont essentiellement liés à certaines habitudes culturelles et à une attribution de rôle, ce qui rend les femmes toujours dépendantes des hommes. Par exemple, si nous comparons les rôles masculin et féminin dans la culture maghrébine et la culture européenne, nous observons que c’est l’homme qui a le pouvoir financier et qui, en fait, procède généralement à l’achat et à l’utilisation de cartes bancaires et à la réalisation d’opérations bancaires électroniques. (même si l’utilisation de *l>e-banking* est totalement nouvelle pour les deux, voir figure 3). Par conséquent, face à l’obligation d’utiliser ces moyens de paiement, les femmes immigrées ont plus de difficultés.



Graph 3. La fracture numérique et l'e-banking.
 Source: Elaboration propre de l'ITU (2021).

La figure 3 montre l'existence d'un écart numérique très important dans l'utilisation de l'e-banking entre l'Espagne et l'Algérie, mais aussi entre les hommes et les femmes dans les deux pays. Dans le cas de l'Espagne, il y a un petit écart du genre de 6 points, tandis que dans le cas de l'Algérie, les taux pour les hommes utilisant l'e-banking sont 2,6 fois supérieurs à ceux des femmes, ce qui rend difficile leurs intégrations dans une société développée. Plusieurs auteurs, parmi eux Sparks (2014:27-46), Dinithi et Per (2020), Rubino et al. (2020) et Yang et al. (2021) se sont intéressés à ce sujet et ont indiqué que la reproduction de la répartition inégale des aptitudes et compétences numériques provient en partie de certains éléments de la culture institutionnelle et que, dans le cas des femmes, la discrimination est notée dans les différents domaines sociaux, qui s'observent dans l'accès et l'utilisation des médias numériques. En effet, le contexte de chaque pays influence la capacité à adopter une technologie et les avantages qui en découlent. L'évolution de l'Espagne et de l'Algérie est totalement opposée et les priorités économiques et politiques très différentes.

Effectivement, le secteur des TIC est présenté comme l'un des plus importants du marché espagnol, avec un chiffre d'affaires de 95.473 millions d'euros en 2019, généré par 25.905 entreprises, ce qui représente une contribution de 3.23% au PIB (ONTSI, 2020). Le développement des TIC en Espagne a entraîné une augmentation de la connectivité et la croissance correspondante de l'accès et de l'utilisation d'Internet et d'autres équipements et services technologiques, qui facilitent considérablement la qualité de vie et de travail.

L'Algérie, pour sa part, a subi un retard de 9 ans, par rapport à ses voisins marocain et

tunisien, mais essaye, après plusieurs années de promotion de la numérisation, de récupérer un peu le retard engendré par la décennie noire (période de terrorisme, entre 1989 et 2001).

Pour analyser ces différences, il est nécessaire de comparer le niveau de développement de chaque pays et d'analyser son degré d'innovation.

À cette fin, l'Association des Entreprises de Télécommunications de la Communauté Andine (2004) indique que la mesure de la fracture numérique se fait en comparant deux indices: *l'Indice de Développement Humain* (IDH), qui est un indice statistique et qui prend en compte les critères d'espérance de vie, de santé et d'éducation, et de *l'Indice d'Innovation* (Union Internationale des Télécommunications) qui prend en considération les données de 130 pays. En plus de ces indices, une comparaison est faite entre le produit intérieur brut, qui permet de quantifier la valeur totale de la production annuelle de richesse dans chaque pays, et l'indicateur de la fracture du genre, qui mesure l'ampleur de l'écart ou des différences entre femmes et hommes; en termes de santé, d'éducation, d'économie et d'indicateurs politiques qui permettent de les placer en parité.

Pays	IDH	Indicateur d'innovation		PIB	Indicateur de fracture du genre	
	Rang	Rang	Ponctuation	Rang	Rang	Indice de la fracture
Espagne	15	29	47,85	13	29	74,60%
Algérie	100	113	23,98	52	128	62,90%

Tableau 1. Comparaison par Indicateur d'Innovation (2019), Indicateur de Fracture Numérique (2018), Indicateur IDH (2019) et Indicateur de PIB (2019).

Source: Elaboration propre à partir de l'indice global d'innovation (Dutta, 2019), indice global de fracture du genre o (Expansión, 2018), y FMI (2019).

Le tableau 1 montre plusieurs différences entre les indicateurs des deux pays méditerranéens analysés ci-dessous. D'abord, on peut voir que l'Espagne occupe la 29e position en terme d'innovation tandis que l'Algérie la 113e. Cette différence s'explique par le fait que l'Algérie priorise d'autres secteurs d'activités, tels que le pétrole et le gaz, contrairement à l'Espagne qui a beaucoup investi dans ce domaine ces dernières années. Deuxièmement, on constate que l'écart entre les sexes est très visible entre les deux pays: l'Espagne figure parmi les 30 premiers pays et l'Algérie est loin derrière occupant la position 128. Ceci est dû aux multiples politiques du genre implantées en Espagne, contrairement à l'Algérie qui reste un pays en cours de construction, et cela à cause de son historique complexe.

Ces deux indicateurs montrent largement l'existence d'un écart technologique entre les deux voisins. Cela est dû à divers facteurs économiques et socio-culturels que l'on peut

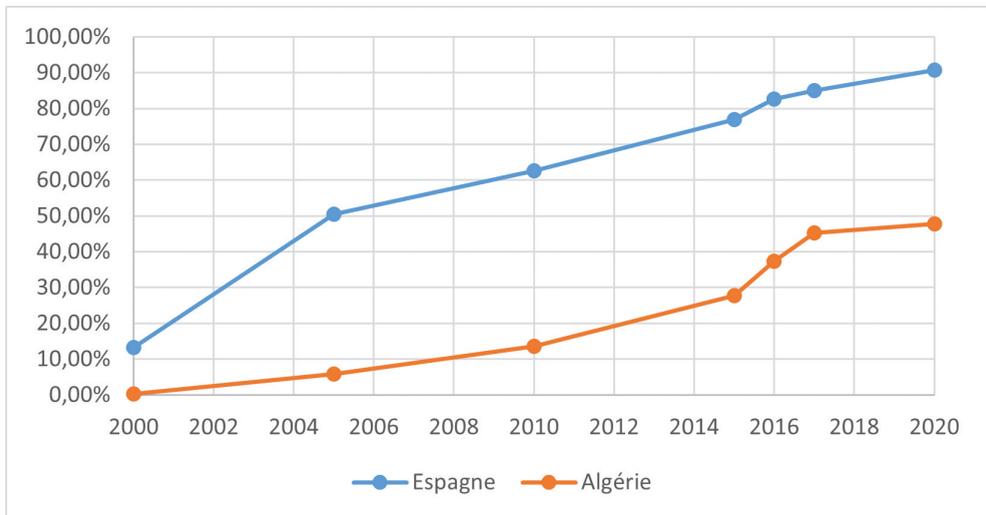
voir dans les colonnes IDH et PIB du tableau 1. Bien que l’IDH de l’Algérie soit le meilleur en Afrique (position numéro 1 selon Dutta, 2019), il est loin derrière l’Espagne en termes de développement humain. En ce qui concerne le PIB, grâce à ses ressources pétrolières et gazières, l’Algérie n’est pas parmi les pires pays en termes de richesses, mais elle est à la traîne par rapport à l’Espagne, qui fait partie des 15 premiers pays, et ces deux points sont étroitement liés au développement technologique, qui affecte le niveau économique et le degré d’éducation et d’adoption de la technologie dans le pays.

Cette différence est visible sur le tableau 2 suivant, entre 2000 et 2020.

Année	Utilisateurs		Population		% Pénétration	
	Espagne	Algérie	Espagne	Algérie	Espagne	Algérie
2000	5.387.800	50.000	40.827.300	31.795.500	13,20%	0,20%
2005	22.181.024	1.920.000	44.009.969	33.033.546	50,40%	5,80%
2010	29.093.984	4.700.000	46.505.963	34.586.184	62,60%	13,60%
2015	35.705.960	11.000.000	46.439.864	39.542.166	76,90%	27,80%
2016	38.477.861	15.000.000	46.527.039	40.263.711	82,70%	37,30%
2017	39.660.406	18.580.000	46.659.302	41.063.753	85,00%	45,20%
2020	42.400.756	19.704.622	46.750.321	41.318.142	90,70%	47,7%

Tableau 2. Evolution des utilisateurs d’Internet en Espagne et en Algérie.

Source: Elaboration personnelle basée sur des informations importantes de l’ITU (2021).



Graphique 4. Taux de pénétration d’Internet dans les deux pays.

Source: Elaboration personnelle basée sur des informations importantes de l’ITU (2021).

Le tableau 2 montre une différence du taux de pénétration d'Internet durant toutes les périodes en faveur de l'Espagne. Cependant, les progrès en Algérie ont été progressifs les premières années et plus rapides les années suivantes, atteignant 47,7% en 2020, contrairement au développement de la pénétration en Espagne qui a été rapide les premières années, puis plus timide.

Cette lenteur de pénétration de la technologie en Espagne a été favorable à ses utilisateurs, qui ont eu le temps nécessaire pour l'assimiler et s'adapter à son utilisation. Au contraire, dans le cas de l'Algérie, cette absorption s'est faite de façon précipitée ces dernières années, dans le but de récupérer son retard, mais sans en tirer le meilleur parti. Milrad (2013: 95-108) indique dans ses études que, bien que la génération née à l'ère numérique ait la maîtrise technologique naturelle des outils numériques, ils peuvent être qualifiés d'"ignorants analogiques" car tous n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour l'utilisation correcte des TIC, y compris la discipline, la rigueur intellectuelle et les compétences analytiques.

En effet, la formation et la préparation d'un pays qui fait bon usage des TIC, est essentielle pour éviter la ségrégation numérique entre les différentes catégories de ses habitants. Dans ce sens, Van Deursen & Van Dijk (2015: 379-391) soulignent que les exigences et le manque de préparation et d'exposition préalable à la technologie influencent cette inégalité.

De nombreux autres facteurs peuvent être cités comme des éléments contribuant à la création des inégalités numériques, en particulier dans le cas des écarts numériques entre les sexes, parmi lesquels la répartition des rôles féminisés et masculinisés, le problème de la réconciliation et le temps consacré au travail, la ségrégation dans la formation académique et complémentaire, le besoin de mobilité géographique qui pénalise le sexe féminin, les inégalités salariales, le toit en cristal ainsi que le manque de femmes leaders dans ce domaine. Ces facteurs sont les mêmes dans presque tous les pays et non pas seulement spécifiques à l'Algérie, mais le contexte entre les deux pays diffère et rend certains de ces facteurs plus influents dans un pays que dans l'autre.

Et, en outre, Oxoby (2009: 1133-1152), remarque que l'exclusion sociale est non seulement nuisible aux individus touchés par cette discrimination, mais représente un préjudice qui affecte l'économie du pays, car elle divise une population en différentes classes sociales. En effet, le degré d'inégalité numérique entre les deux pays est justifié par des facteurs liés à la situation sociopolitique de chacun d'eux et aussi par leurs degrés de développement économique.

Dans le cas de l'Algérie, les facteurs qui ont influencé, ces résultats sont: a) le développement du pays; retardée par plusieurs siècles de guerres, l'avant-dernière qui a duré plus d'un siècle et la dernière qui a été une guerre civile (la décennie noire du terrorisme) et qui a eu un impact très négatif sur l'économie du pays, empêchant l'ouverture de l'Algérie à l'étranger, et b) la priorisation des secteurs pétroliers et l'abandon d'autres secteurs qui

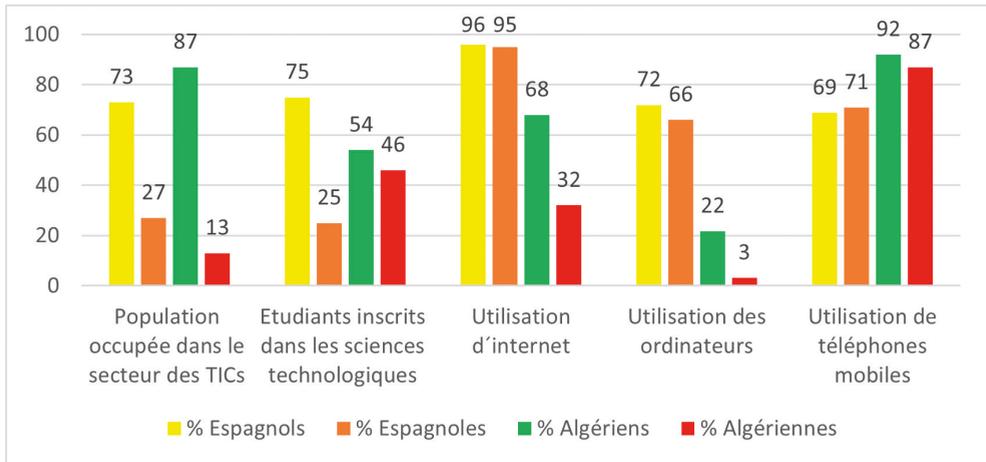
peuvent apporter des valeurs ajoutées économiques au pays comme le tourisme, la technologie, l'environnement et surtout l'agriculture.

D'un autre côté, bien que peu d'intérêt ait réellement été accordé à l'égalité des sexes en Algérie, il a été noté, ces dernières années, une lutte des femmes pour obtenir les mêmes opportunités que les hommes et pour séparer les pressions sociales, culturelles et religieuses, des réelles ambitions de développement. En réalité, en Algérie, la présence des femmes est très significative dans l'université algérienne, en général, et dans la formation technologique plus spécifiquement. Cette situation est due: d'abord à la prise de conscience des parents, après la guerre, de l'importance de la formation, tant pour les hommes que pour les femmes, d'une part, mais aussi pour les avantages offerts par le gouvernement afin de promouvoir l'éducation dans le pays représenté par 70% des jeunes de moins de 35 ans. Cependant, son implication académique dans le secteur des TIC n'a pas été suffisante pour éviter la fracture numérique du genre. Ávila (2016: 1-17) fait remarquer à cet égard que, bien que l'éducation et la formation numériques aient un contexte socioéconomique, elles ne devraient pas nécessairement être associées au niveau académique.

En revanche, l'Espagne est mieux positionnée en termes d'e-inclusion et d'e-égalité, mais tout comme l'Algérie, elle souffre de plusieurs stéréotypes présents depuis l'enfance qui rendent les femmes moins présentes dans l'enseignement universitaire technologique. Cela se rapporte à la problématique de la conciliation qui influence fortement la décision de l'enseignement universitaire et le choix d'une carrière professionnelle.

En résumé, l'Espagne, contrairement à l'Algérie, est considérée comme l'un des pays pionniers en termes d'adoption de technologies et l'un des pays les plus innovants au monde. Cette différence peut s'expliquer par le retard socio-économique que l'Algérie a connu, en plus des facteurs évoqués ci-dessus, en raison de l'absence de plans étatiques concrets favorisant le développement du secteur des technologies des TIC.

Les statistiques de tous ces points déterminants de l'écart peuvent être observés dans le graphique suivant:



Graph 5. La fracture numérique du genre en Espagne et en Algérie.

Source: Elaboration personnelle à partir de l'ITU (2017), GSMA (2019), ONU (2013), iDEATIC (2018), UNESCO (2018), OCDE (2015), INE (2018), INE (2017) Rastreator (2018), Ministerio de Trabajo y Migraciones y Seguridad Social (2017), Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades (2017).

En plus de tous les problèmes liés à cette fracture numérique, nous devons prendre en compte ce qui provoque d'autres types d'inégalités et qui affecte également l'intégration des immigrants dans les sociétés étrangères. Il s'agit de l'"écart salarial" entre les sexes qui fait référence à la différence de revenus entre les hommes et les femmes. Becker (1975: 201-213) avait relié le niveau d'instruction, l'expérience de travail et la formation professionnelle à la productivité et, par conséquent, aux revenus perçus. Cela est confirmé par les résultats d'une étude réalisée par la Fondation Ortega-Marañón et l'Université de Princeton, qui révèle qu'il existe une fracture salariale entre les hommes et les femmes migrants, puisque seulement 6% des femmes gagnent entre 1.000 et 1.500 euros par mois, contre 10% des hommes et 41,8% des femmes, ont un revenu inférieur à 600 euros contre 33,9% des hommes (*El País*, 2017). Par ailleurs, ABC Sociedad (2020) complète cette information en indiquant que le salaire moyen perçu par les migrants en 2020 est de 926 euros. Ce salaire est 38% moindre que les salaires moyens perçus par les espagnols confirme cette source, en précisant que les femmes migrantes, sont celles qui sont le plus touchées par cette différence de rémunération.

Selon el *Instituto Vasco de la mujer* (Gasteiz, 2012: 55) et *UN WOMEN* (2020) cette situation est justifiée par la présence massive de femmes immigrées dans le secteur de l'emploi informel et/ou domestique, qui établit des conditions de travail et qui fixe des salaires bien en dessous du reste des secteurs de l'emploi. L'Observatoire syndical des migrations de Castilla et León (2018) indique que les femmes étrangères en Espagne gagnent en moyenne

11.876 euros/an, tandis que le salaire moyen d'une Espagnole est de 24.698 euros/an, soit 55,26% de plus. L'écart salarial observé dans cette étude constitue à la fois une cause et une conséquence de l'écart numérique et fait que les femmes migrantes ont moins de ressources pour se former, prendre soin de leurs enfants, bénéficier de services d'hygiène, acheter du matériel informatique et par conséquent, pour atténuer le problème de la réconciliation et lutter contre l'écart numérique entre les sexes qui les marginalise.

4. Conclusion

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 2018) indique que la technologie sera le moteur de la nouvelle économie mondiale. Grâce aux TIC, il sera possible de promouvoir l'intégration des citoyens de notre planète, dans un nouvel ordre avec de nouvelles relations à l'échelle mondiale. Par conséquent, la nécessité de fournir des efforts pour que toutes les nations soient au même niveau, en termes d'accès, d'utilisation et de jouissance des TIC, et que la participation des femmes soit plus représentative dans ce domaine est soulignée.

En réalité, les ségrégations numériques entre les hommes et les femmes rendent leurs participations au développement durable inégales, et encore plus lorsque cette participation doit être effective dans un pays étranger. Dans ce sens, Milioni *et al.* (2014: 316-336) indiquent que les groupes sociaux défavorisés ont plus de motivations pour l'utilisation des TIC car elles permettent d'éviter les exclusions et de réduire les barrières sociales. C'est pourquoi, il est devenu essentiel, aujourd'hui, de veiller à la création d'"environnements favorables" basés sur l'e-service et d'assurer la normalisation de l'accès de l'ensemble de la population aux ressources technologiques.

Le CESE (2018) déclare que "l'investissement dans l'intégration des migrants est la principale assurance contre d'éventuels coûts, problèmes et tensions futurs". En effet, l'intégration de l'immigration et la création d'une digi-culturalité ont rendu nécessaire la prospérité du pays et la baisse du taux de chômage et de criminalité. Lévy (2007: 261-273) a fait remarquer à cet égard que le progrès de la compétence interculturelle est un processus complexe qui nécessite du temps, de la communication entre différentes cultures et de la négociation de significations culturelles. Par conséquent, l'apprentissage de ces migrants consiste à acquérir des compétences dans le processus d'adaptation culturelle, à développer l'appréciation et le respect de leur propre culture et celles des autres (Levy, 2007: 261-273).

Cette lutte contre les exclusions ne peut se réaliser sans l'implication de tous (autorités, organismes publics, organismes éducatifs, associations, citoyens et migrants eux-mêmes) pour la mise en œuvre d'une stratégie qui permet la réalisation de la cohésion sociale et culturelle. Voici quelques recommandations à cet effet:

- Veiller à ce que les migrants aient accès aux outils TIC et à Internet, ainsi que garantir la disponibilité de lieux gratuits où les ordinateurs peuvent être utilisés (bibliothèques, maisons de jeunes, cyberespaces, etc.) et diffuser des informations entre eux.
- Veiller à ce que chacun ait les compétences pour utiliser les outils technologiques, offrir un accompagnement aux immigrés qui ne les utilisent pas et permettre l'intégration de ces pratiques dans leurs habitudes quotidiennes.
- S'assurer que tous les élèves/étudiants soient au même niveau informatique dans l'enseignement et combler les lacunes observées, grâce à des cours complémentaires qui peuvent leur permettre d'atteindre le niveau des autres.
- Établir des brochures qui indiquent les instructions d'utilisation de certains outils et fournissent des points verts pour l'accompagnement dans certains cas (banques, services d'immigration, universités, etc.).
- Offrir des formations technologiques à tous les immigrés (et pas seulement aux étudiants) qui souhaitent acquérir les compétences nécessaires à leur intégration.
- Permettre la participation des femmes au même titre que les hommes aux *brainstormings* visant à trouver des solutions pour améliorer les conditions de l'intégration numérique.
- Sensibiliser les habitants du pays d'accueil à ces lacunes et au soutien et à l'accompagnement qu'ils peuvent offrir dans le but de réduire les frustrations, les conflits et les stéréotypes.

En bref, il est essentiel de garantir à toutes les sociétés les mêmes possibilités d'accès et d'utilisation des TIC et d'autonomiser les femmes dans ce domaine, car leur participation permettrait une meilleure participation au développement de l'économie et du pays.

Contribution des auteurs: Conceptualisation, H.K. and M.D.d.-M; Analyse, H.K. and M.D.d.-M; Recherche, H.K and M.D.d; Traitement des données, H.K and M.D.d, Rédaction et préparation de l'article, H.K and M.D.d.-M.; Révision et édition, M.D.d.-M., HK; Supervision, M.D.d.-M.

Références bibliographiques

ABC Sociedad. 2020. *La población inmigrante en España es joven, con estudios universitarios y los peores salarios: Cáritas Española pide políticas que reduzca la segregación laboral y económica de los inmigrantes*: <<https://bit.ly/2VEa5sT>> [21/04/2021].

ALENCAR, Amanda. 2017. “Refugee Integration and Social Media: A Local and Experiential Perspective” in *Information, Communication & Society*, n° 21 (11), 1588-1603.

AREA MOREIRA Manuel; GUTIÉRREZ, Alfonso & Fernando VIDAL FERNÁNDEZ. 2012. *Alfabetización digital y competencias informacionales*. Madrid, Ariel.

Asociación de empresas de telecomunicaciones de la Comunidad Andina. 2004. *Modelo para cuantificación de la brecha digital*. Aseta, n° 203.

ÁVILA MUÑOZ, Patricia. 2016. “Construcción de ciudadanía digital: un reto para la educación”. Suplemento signos EAD, 1-17. BALLESTEROS, Fernando. 2002. *National Telecommunications and Information Administration, Falling Through the Net: Defining the Digital Divide*. Madrid, Fundación Retevisión, 70-103.

BECKER, Gary. 1975. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, With Special Reference to Education*, second edition, (NBER Books), 201-2013.

CABERO ALMENARA, Julio. 2004. “Reflexiones sobre la brecha digital y la educación” in Soto, F.J. y Rodríguez, J.(coords.) *Tecnología, educación y diversidad: retos y realidades de la inclusión social*. Murcia, Consejería de Educación y Cultura, 23-42.

CASTAÑO, Cecilia. 2008. “La brecha digital de género: acceso, uso y habilidades”. Madrid, *Ediciones Cátedra* (Grupo Anaya, S.A.), 55-132.

CASTAÑO, Cecilia. 2009. “La segunda brecha digital y las mujeres jóvenes” in *Cuadernos del Mediterráneo*, n° 11, 218-224.

CESE: Comité Económico y Social Europeo. 2018. *Los costes de la no inmigración y la no integración*: <<https://bit.ly/37D3b7A>> [15/05/2021].

ESSER, Hartmut. 2006. “¿Requiere la nueva inmigración de una nueva teoría de la integración intergeneracional?” in Alejandro Portes y Josh DeWind (eds.). *Repensando las migraciones. Nuevas perspectivas teóricas y empíricas*. México, Porrúa, 325-359.

DIMAGGIO, Paul.; HARGITAI, Eszter.; CELESTE, Coral & Steven SHAFER. 2004. “Digital Inequality: From Unequal Access to Differentiated Use” in K. Neckerman (ed.), *Social Inequality*. New York, Russell Sage Foundation, 355-400.

DOMÍNGUEZ, Gloria Alegría. 2018. *Impacto de las brechas digitales en la población extranjera*. Informe elaborado por Accem bajo el marco del proyecto BRECHAS, financiado por el Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad (Convocatoria 2017 IRPF), 13.

DINITHI, Jayasekara & Fredriksson PER. 2020. “Culture, intellectual property: rights, and technology adoption” in *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 80: 217-330.

DUTTA, Soumitra; LANVIN, Bruno & Sacha WUNSCH-VINCENT. 2019. *Global Innovation Index*:<<https://bit.ly/3i9LwMg>> [18/05/2021].

Dziri-Dz. 2017. *Les destinations préférées des algériens*: <<https://bit.ly/2OWCkgo>> [25/05/2021].

El Observatorio de Inmigración. 2021. *Los extranjeros residentes en España superan por primera vez los 5,8 millones*. El Gobierno de España: Presidencia del Gobierno: <<https://bit.ly/2UhKy8F>> [26/05/2021].

EL PAÍS. 2017. *Casi el 80% de los hijos de extranjeros en España se siente “como en casa”*. 27 Nov: <<https://bit.ly/37rufXx>> [13/05/2021].

EXPANSIÓN /DATOSMACRO.COM. 2018. Índice Global de la Brecha de Género: <<https://bit.ly/39QMI2b>> [25/05/2021].

FAULKNER, Wendy & Merete LIE. 2007. “Gender in the Information Society: Strategies of Inclusion” in *Gener Technology and Development*, nº11(2), 157-177.

FERREIRO, Emilia. 2011. “Alfabetización digital. ¿De qué estamos hablando?” in *Educação e Pesquisa*, nº 37(2), 423-438.

FMI: FONDO MONETARIO INTERNACIONAL. 2019. *Países del mundo por PIB*: <<https://bit.ly/35zyDm1>> [27/05/2021].

FUCHS, Christian & Eva HORAK. 2008. “Africa and the digital divide” in *Telematics and Informatics*, nº25, 99-116.

GASTEIZ, Victoria. 2012. “Brecha salarial: Causas e indicaciones” in *Emankunde*, Instituto Vasco de la mujer, 55.

GRANADO, Manuel. 2019. “Educación y exclusión digital: los falsos nativos digitales” in *RESED: Revista de estudios socioeducativos*, nº7, 27-41.

GSMA. 2019. *Rapport sur les inégalités entre hommes et femmes dans la téléphonie mobile*: <<https://bit.ly/2MQe1Cf>> [19/05/2021].

HUONG, Le; POLONSKY, Michael, & Rodney ARAMBEWELA. 2015. “Social Inclusion Through Cultural Engagement Among Ethnic Communities” in *Journal of Hospitality Marketing & Management*, nº 24, 375-400.

IDEATIC. 2018. *Enquête nationale sur l'internet en Algérie “Webdiala Dznaute”*: <<https://bit.ly/2XkwXO7>> [27/04/2021].

INE: Instituto Nacional de Estadística en España. 2017. *Encuesta sobre equipamiento y uso de tecnologías de información y comunicación en los hogares*: <<https://bit.ly/31ZjN8i>> [14/05/2021].

INE: Instituto Nacional de Estadística. 2021. *Población extranjera por Nacionalidad, provincias, sexo y año*: <<https://bit.ly/3wJvQob>> [18/05/2021].

INFOBAE. 2020. *España necesitará “millones y millones de inmigrantes” en Los próximos años*: <<https://bit.ly/2u2q3Qh>> [19/05/2021].

INNOVATION INDEX 2019. *Creating Healthy Lives-The Future of Medical Innovation*. 12th edition: <<https://bit.ly/2FowhvV>> [21/05/2021].

ITU. 2021. ITU *Releases global information and communication technology facts and figures*: <<https://bit.ly/3xXzVGR>> [25/05/2021].

LAGESEN, Vivian Anette. 2007. “The strength of numbers: Strategies for including women into computer science” in *Social Studies of Science*, nº 37(1), 67-93.

LÉVY, Pierre. 2007. *Ciberculturas. La cultura de la sociedad digital. Prólogo al reciente texto de Medina*. Barcelona, Anthropos, 261-273.

MILIONI, Dimitra; DOUDAKI, Vaia, & Nicolas DEMERTZIS. 2014. “Youth, ethnicity, and a ‘reverse digital divide’: A study of internet use in a divided country” in *Convergence-the International Journal of Research into New Media Technologies*, nº 20(3), 316-336.

MILRAD, Marcelo; WONG, Lung Hsiang; SHARPLES, Mike; HWANG, Gwo-Jen; LOOI, Chee-Kit, & Hiroaki OGATA. 2013. “Seamless learning: An international perspective on next generation technology-enhanced learning” in *Routledge*, New York, 95-108.

MINISTERIO DE CIENCIA, INNOVACIÓN Y UNIVERSIDADES. 2017. *Estadísticas alumnado matriculado 2016-2017*: <<https://bit.ly/2xnbwNc>> [18/05/2021].

MINISTERIO DE TRABAJO, MIGRACIONES Y SEGURIDAD SOCIAL. 2017. Informe del mercado de trabajo de las mujeres: <<https://bit.ly/2VksxVH>> [26/05/2021].

MINISTERIO DE TRABAJO, MIGRACIONES Y SEGURIDAD SOCIAL. 2021. *Estadísticas: Extranjeros con certificado de registro o tarjeta de residencia en vigor*. Resultados detallados: <<https://bit.ly/3iisYJP>> [26/05/2021].

MORALES, Juan Jesús & RODRÍGUEZ, Carmen. 2008. “La tercera brecha digital: estratificación social, inmigración y nuevas tecnologías” in *Mundos sociais: saberes e práticas*, 281.

MORCILLO-ESPINA, Álvaro. 2013. “Interpretando las políticas de inmigración en España desde el debate transnacionalismo-nacionalismo metodológico” in *Migraciones* nº 33, 33-65.

OBSERVATORIO SINDICAL DE LAS MIGRACIONES EN CASTILLA Y LEÓN. 2018. *Realidad laboral de la población inmigrante*, edición nº 2: <<https://bit.ly/32yUmuD>> [24/05/2021].

OCDE. 2015. *Brechas de género a temprana edad impactan en la elección de carrera y en las oportunidades de empleo*: <<https://bit.ly/2Lsp7uF>> [24/05/2021].

OLIVERA, Nihil. 2012. “E-migration: A new configuration of technological, geographical and social process” in Special issue of *International Journal of e-Politics (IJEP)*, 4, 18-31.

OLIVERA, Nihil. 2013. “E-migración: las TICs como herramienta de gestión de las políticas de inmigración en Cataluña” in *Revista Eptic* nº 15, 158-175.

OMC. 2018. *Informe de Comercio Mundial*: <<https://bit.ly/2Rpoiak>> [26/05/2021].

ONTSI: Observatorio Nacional de las Telecomunicaciones de la Sociedad de la Información. 2017. *Informe Anual del Sector TIC, los medios y los servicios audiovisuales*: <<https://bit.ly/3xLoJwM>> [26/05/2021].

ONU: ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS. 2013. *Enquête sur l'emploi du temps enet Algérie: Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes*. Programme AL-INSAF. MDGIF: <<https://bit.ly/2XwB3CV>> [26/05/2021].

OSORIO-GARCÍA DE OTEYZA, Miguel & Rosana RODRÍGUEZ-GÓMEZ. 2016. “La integración de los inmigrantes mediante Internet en la Comunidad de Madrid” in *Revista interdisciplinar de ciencias de la comunicación y humanidades*, n.º 12, 135-151.

OXOBY, Robert. 2009. “Understanding social inclusión, social cohesion and social capital” in *International Journal of Social Economics*, n.º 36(12), 1133-1152.

PARRILLA, Ángeles. 2002. “Acerca Del origen y sentido de la Educación Inclusiva” in *Revista de Educación*, n.º 327, 11-32.

RAGNEDDA, Massimo. 2017. *The third digital divide: A Weberian Approach to digital inequalities*. London & New York Routledge Taylor & Francis Group, 123.

RASTREATOR. 2018. *Comparación Online hacia el Ahorro Inteligente*: <<https://bit.ly/2HR-sUOW>> [26/05/2021].

ROGERS, Everett. 1962. “Diffusion of Innovations. New York, The Free Press of Glencoe Division” in *Journal of Pharmaceutical Sciences*, 52(6), 102-145.

ROGER, Everett. 2001. “The Digital Divide” in *Convergence*, n.º 4 (7), 96-111.

ROGERS, Everett. 2004. “Diffusion of innovations theory: Its utility and value in public health” in *Journal of Health Communication*, vol 9, 149-151.

ROSABAL, Heriberto. 2003. *Infóricos Infopobres: la brecha digital*. Quebec. Centro de Medios de Información Alternativos de Québec.

SANTIAGO SEGURA, María Jesús. 2015. “Inmigración y Brecha Digital de Género” in *Actas del VIII Congreso sobre Migraciones Internacionales en España*, Granada, 16-18 de septiembre de 2015. Instituto de Migraciones, 37-51.

RUBINO, Michele; VITOLLA, Filippo; RAIMO, Nicona & Isabel-Maria GARCIA-SANCHEZ. 2020. “Crossy-country differences in European firm’s digitalisation: the role of national culture” in *Management Decision*, n.º58 (8), 1563-1583.

SORENSEN, Knut Holtan. 2002. “Love, Duty and the S-curve: An Overview of Some Current Literature on Gender and ICT” in *Sigis. Deliverable*, n.º, D02_Part 1: 1-36.

SPARKS, Colin. 2014. “What is the ‘Digital Divide’ and Why Is It Important? The Public” in *Journal of the European Institute for Communication and Culture*, n.º 20 (2), 27-46.

ŠVOB-ĐOKIÆ, Nada 1997. “Cultural Identity in the Perspective of Transformation and Democracy. Zagreb” in *Institute for International Relations*, 77-88.

UNESCO. 2018. *Rapport mondial de suivi sur l’éducation, résumé sur l’égalité des genres*: <<https://bit.ly/2VefG7B>> [31/05/2021].

UN Women. 2020. *Todo lo que se debe saber sobre promover la igualdad salarial*: <<https://bit.ly/3rlTs0X>> [31/05/2021].

VANCEA, Mihaela & BOSO, Àlex. 2014. “Connected Immigrants? Four Methodological Challenges for the Analysis of ICT Use through Survey Data” in *Migraciones Internacionales*, n.º 7 (3), 43-72.

VAN DEURSEN, Alexander & Van Dijk, Jan AGM. 2015. "Toward a Multifaceted Model of Internet Access for Understanding Digital Divides: An Empirical Investigation" in *The Information Society*, n.º 31 (5), 379-391.

VAN DIJK, Jan AGM. 2005. *The Deepening Divide: Inequality in the Information Society*. London, Sage, 221-224.

VILCHES, Lorenzo. 2001. *La migración digital*. Barcelona, Gedisa. *Colección Estudios de Televisión*, 229-252.

YANG, Zhao; NING Wang; YIXUAN, Li; RUOXIN, Zhou & SHUANGSHUANG, Li. 2021. "Do cultural differences affect user'e-learning adoption? A meta analysis" in *British Journal of Educational Technology*, n.º 52 (1): 20-41.

